



Thème 7 :

Quelle est l'influence de l'Etat sur l'évolution de l'emploi et du chômage ?

- Etudier l'activité et le chômage
- **Analyser l'offre et la demande de travail**
- Identifier les différentes politiques de l'emploi



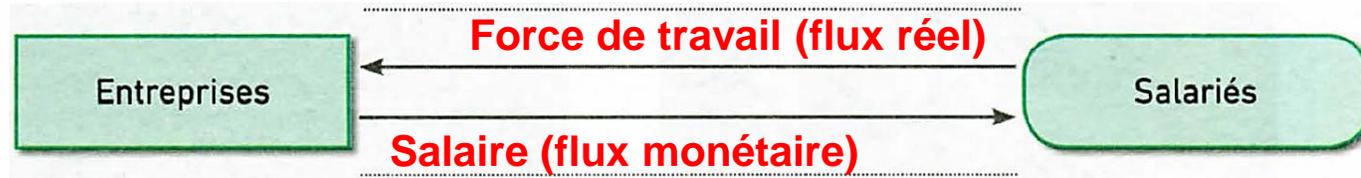
Chapitre 6 : L'offre et la demande de travail

- **Quelles sont les composantes du marché du travail ?**
- **Quels sont les déterminants de la demande de travail ?**
- **Quels sont les déterminants de l'offre de travail ?**
- **Comment se forme le prix sur le marché du travail ?**



Vidéo : Le marché du travail

- Q1 : Indiquez sur le schéma ci-dessous ce qui est échangé entre les entreprises et les salariés :



- Q2 : Indiquez sur le schéma ci-dessous qui offre le travail et qui le demande





Vidéo : Le marché du travail

■ Q3 : Quel est le prix sur le marché du travail ?

Le prix sur le marché du travail est **le salaire**.

■ Q4 : Quelle est la cause du chômage dans la situation présentée dans la vidéo ? Expliquez.

La cause du chômage est **l'obsolescence des compétences des mineurs** (création d'un minéral de synthèse). Suite à la fermeture des mines d'Arponium, ils ne retrouvent pas de travail avec les mêmes compétences.

1) Quelles sont les composantes du marché du travail ?

Doc 1 : Le marché du travail

Le marché du travail a un double sens. Au sens courant, il désigne la situation de l'emploi dans une économie et, plus précisément, l'état des emplois disponibles (nature, qualifications exigées, quantité). [...] Le marché du travail est aussi un concept économique. C'est un marché mettant en relation ceux qui offrent leur travail (les salariés) et ceux qui demandent ce service qu'est le travail (facteur de production pour les entreprises).

Langage courant et langage économique s'opposent ici car l'offre de travail des salariés (notion économique) correspond à la demande d'emploi (sens courant). À l'inverse, la demande de travail des entreprises correspond à l'offre d'emploi (sens courant).

Sur le marché du travail, la confrontation de l'offre et de la demande conduit à déterminer deux grandeurs : le salaire et le niveau de l'emploi.

J.Y. Capul et O. Garnier, Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Hatier, 2017

- **Q5 : A l'aide de vos connaissances sur le marché du travail, indiquez si ce sont des situations d'offre ou de demande de travail :**

Situation	O ou D ?
L'entreprise Pombra recherche des vendeurs en vue de l'ouverture d'une nouvelle boutique.	Demande
Clarisse recherche un emploi dans le secteur du secrétariat depuis deux mois.	Offre
L'institut Zenitude souhaiterait recruter deux apprenties esthéticiennes.	Demande
Zahia, coiffeuse expérimentée, vient de proposer ses services à l'entreprise Coiff'mode.	Offre

Doc 2 : Type de contrat des salariés français en 2018

	Ensemble		Age (en %)		
	En milliers	En %	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et +
Non salariés	3 168	11,7	2,4	10,5	16,5
Salariés	23 949	88,3	97,6	89,4	83,5
Emploi à durée indéterminée	20 290	84,7	45,0	87,0	92,5
Emploi à durée déterminée	2 520	10,5	29,2	9,9	5,9
Intérim	707	3,0	8,2	2,8	1,5
Apprentissage	432	1,8	17,6	0,3	0,0
Ensemble des emplois	27 122	100,0	100,0	100,0	100,0

■ Q6 : Présentez les caractéristiques du marché du travail en 2018.

Selon l'INSEE en 2018, parmi les actifs en situation d'emploi, la très grande majorité des actifs (88,3 %) ont le statut de salariés. Mais on peut noter des contrats différents par tranche d'âge.

- Parmi les salariés, 84,7 % sont en contrat à durée indéterminée (CDI) ou fonctionnaires, 10,5 % en contrat à durée déterminée (CDD), moins de 5% en intérim (3%) et en apprentissage (1,8%)

- Les salariés de moins de 25 ans sont plus fréquemment en emploi à durée limitée, qu'ils soient en CDD (29,2 %), en intérim (8,2 %).

- De 25 à 50 ans la part des salariés en CDD et en intérim est encore quasiment deux fois plus élevée que les 50 ans et +. (-)

2) Quels sont les déterminants de la demande de travail ?

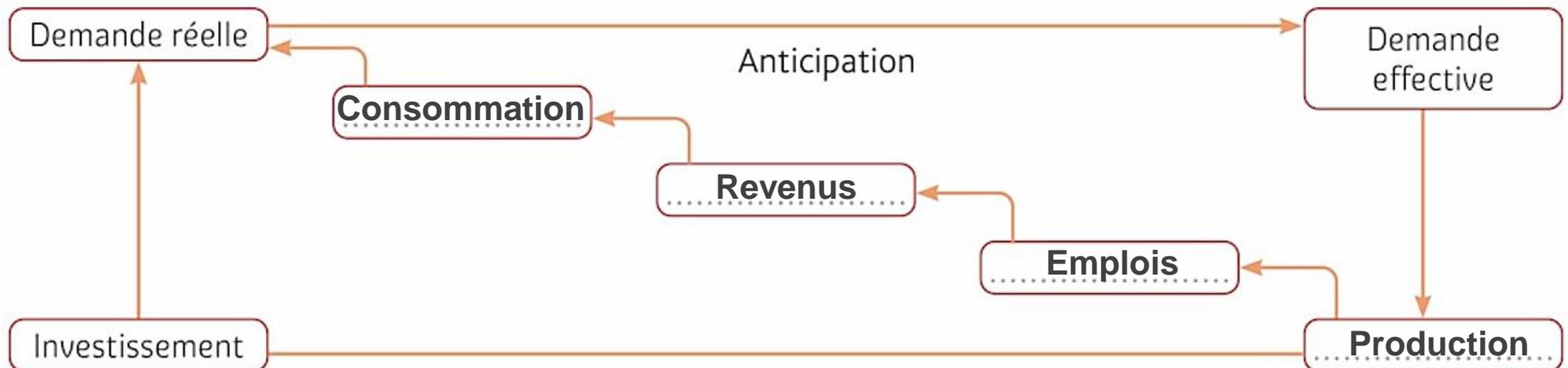
A) La demande anticipée

Doc 3 (extrait) : L'analyse keynésienne

En situation d'incertitude sur l'avenir, les entrepreneurs font des prévisions sur le volume de la demande qui va s'adresser à eux. Cette anticipation de la demande est appelée « demande effective » par Keynes. C'est à partir de ces prévisions que les entrepreneurs vont déterminer le volume à produire et par conséquent le niveau de l'investissement et de l'emploi nécessaires pour réaliser cette production. Cependant, si les prévisions des entrepreneurs sont pessimistes, le niveau de l'emploi peut très bien être inférieur à celui qui permettrait d'embaucher toute la main d'œuvre disponible. On se situe donc en équilibre de sous-emploi (des facteurs de production).

COULOMB, LONGATTE, VANHOVE, CASTAING DCG 5 économie, Manuel et applications, © Dunod, 2015, Paris

- Q7 : Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des propositions suivantes :
Consommation – Production – Revenus – Emplois



Doc 3 : L'analyse keynésienne

John Maynard Keynes (1883-1946) observe la grande crise des années 30 et refuse de croire que les mécanismes autorégulateurs du marché permettent de résoudre les problèmes de chômage. [...]

En situation d'incertitude sur l'avenir, les entrepreneurs font des prévisions sur le volume de la demande qui va s'adresser à eux. Cette anticipation de la demande est appelée « demande effective » par Keynes. C'est à partir de ces prévisions que les entrepreneurs vont déterminer le volume à produire et par conséquent le niveau de l'investissement et de l'emploi nécessaires pour réaliser cette production.

Cependant, si les prévisions des entrepreneurs sont pessimistes, le niveau de l'emploi peut très bien être inférieur à celui qui permettrait d'embaucher toute la main d'œuvre disponible. On se situe donc en équilibre de sous-emploi (des facteurs de production). Le chômage n'est pas forcément volontaire : il existe bien des individus qui désirent travailler au salaire en vigueur sur le marché du travail mais qui ne trouvent pas d'emploi.

COULOMB, LONGATTE, VANHOVE, CASTAING DCG 5 économie, Manuel et applications, © Dunod, 2015, Paris

■ Q8 : Expliquez le lien entre la demande anticipée et le chômage.

En cas d'insuffisance de la demande anticipée (due notamment à des prévisions pessimistes des entrepreneurs), le niveau de production est faible, ce qui ne permet pas d'embaucher toute la main d'œuvre disponible et qui souhaite travailler.

Il apparaît donc du **chômage involontaire** sur le marché du travail.

Doc 4 : Les dirigeants pessimistes pour l'avenir

Montée des prix, affaiblissement de l'euro, tensions commerciales... autant de motifs ne poussant pas les chefs d'entreprise à l'optimisme, affirme la Tribune. Le journal explique que le MORAL des dirigeants sur leur activité atteint même son NIVEAU LE plus bas depuis deux années, au regard d'une récente étude publiée par le cabinet IHS Markit.

Mickaël Deneux et Pierre Lelièvre, chefdentreprise.com

Doc 5 : Evolution du climat des affaires en France

normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10



■ Q9 : Décrivez et expliquez l'évolution de l'optimisme des chefs d'entreprise français.

Selon l'INSEE, on peut constater l'impact des différentes crises sur le climat des affaires, avec des baisses importantes et périodes d'instabilités qui pourrait correspondre à l'explosion de la bulle internet de 2000 et la crise des Subprimes de 2008. Ensuite sur la période 2014-2017, on observe 2 phases en termes de climat des affaires :

- Une hausse de l'optimisme des chefs d'entreprise entre 2014 et 2016, en raison de la reprise de l'activité économique après la crise ;
- Depuis 2017, un recul de l'optimisme des chefs d'entreprise, qui a retrouvé son niveau de 2016 ; ce recul s'explique notamment par la baisse de la croissance mondiale et le ralentissement du commerce international.

B) Le coût du travail

Doc 6 : Une hausse du salaire minimum détruit-elle des emplois ?

De nombreux chercheurs ont creusé le sujet, mais les conclusions divergent sur l'impact chiffré d'une telle mesure. En 2000, Francis Kramarz et Thomas Philippon tablaient sur une destruction significative de 15 000 à 25 000 emplois [...]. « Dès que vous augmentez le salaire minimum, vous rendez moins productifs les plus fragiles, et ces gens-là perdent leur emploi », indiquait Francis Kramarz auprès de Libération en juin 2018.

Il admettait toutefois un biais méthodologique : il faut aussi prendre en compte l'effet « demande », c'est-à-dire l'impact de cette hausse du pouvoir d'achat des smicards sur l'économie réelle, et donc sur l'emploi. « Si les plus modestes disposent d'un meilleur pouvoir d'achat, les carnets de commandes des entreprises vont avoir tendance à augmenter. C'est d'autant plus vrai que les plus modestes ont tendance à dépenser la totalité de leurs revenus », explique au Parisien David Cayla, économiste membre des Économistes atterrés. Or, « depuis John Maynard Keynes, on sait que la demande de travail est aussi fonction du carnet de commandes des entreprises ».

Cyril Simon, Le Parisien, 10 décembre 2018

- **Q10 : Relevez les effets positifs et négatifs d'une hausse du salaire minimum sur la demande de travail.**
- ➔ **Impact négatif** : une hausse du salaire minimum entraîne une baisse de la demande de travail, car les entreprises réduisent les embauches des salariés les moins productifs devenus trop coûteux.
- ➔ **Impact positif** : une hausse du salaire minimum entraîne également une hausse du pouvoir d'achat des ménages les plus modestes, ce qui est favorable à la demande globale, donc à la production et donc à la demande de travail.

Doc 7 : Niveau de coût de l'heure de travail dans l'industrie et les services marchands, en euros

	2000	2008	2012	2016	2019
France	24,42	32,19	35,20	35,36	37,30
Allemagne	26,34	29,34	31,93	34,10	36,66
Belgique	26,68	35,70	40,14	38,37	40,66
Zone euro	20,78	25,48	28,73	29,65	31,58

Evolution
Calcul des différents
taux d'évolution ?

Rappel : le coût du travail englobe le salaire et les charges sociales

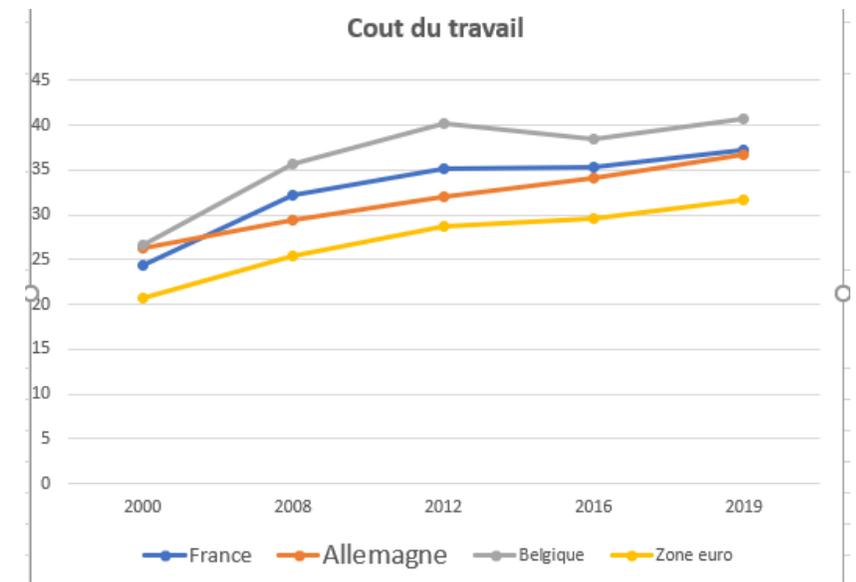
■ Q11 : Comparez l'évolution du coût du travail en France par rapport à ses voisins européens.

Selon Eurostats, sur la période, 20 ans entre 2000 et 2019, le coût du travail a augmenté pour différents pays de la zone Euro.

Pour la France ce coût est supérieur à la moyenne de la zone euro (d'environ 20% **calcul de l'écart avec la moyenne?**).

Le coût du travail en France reste bien inférieur à la Belgique, mais toujours à peine supérieur à l'Allemagne.

Par rapport à l'Allemagne, l'écart s'est creusé jusqu'en 2012, mais depuis lors, il a tendance à se réduire.



- Q12 : Surlignez de deux couleurs différentes **les causes** et **les conséquences** de la baisse du coût du travail en France.

Doc 8 : Emploi : comment l'effort sur le coût du travail a fait baisser le chômage

Selon l'Insee, [...] la France a renoué avec les créations de postes à partir de 2014, et a vu son **taux de chômage baisser** en 2016. [...]

Ce n'est pourtant pas la sortie de crise progressive qui a poussée à elle seule les entreprises à embaucher. **Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi**, **baisse des cotisations patronales dans le cadre du pacte de responsabilité**, **prime à l'embauche dans les PME** : différentes mesures adoptées par le gouvernement ont jugulé la hausse du coût du travail, souligne l'Insee. Alors qu'il augmentait de 3 % par an jusqu'en 2012, sa hausse s'est limitée à 0,5 % en 2013 et il ne progresse plus que de 1 % par an depuis. De 2013 à 2016, selon les estimations de l'Insee, cet effort serait à l'origine de la **création de 250 000 emplois salariés marchands** sur les 405 000 de cette période.

Laurent Martinet / l'express.fr / 05.07.2017

C) La combinaison productive

Doc 9 : Destruction d'emplois par les robots : devinez qui va trinquer ?

Selon un rapport de l'OCDE [...], 16,4 % des emplois existants aujourd'hui en France disparaîtront dans les 15 à 20 années à venir en raison de la robotisation. Et 32,8 % des emplois sont exposés à un « changement radical ». [...]

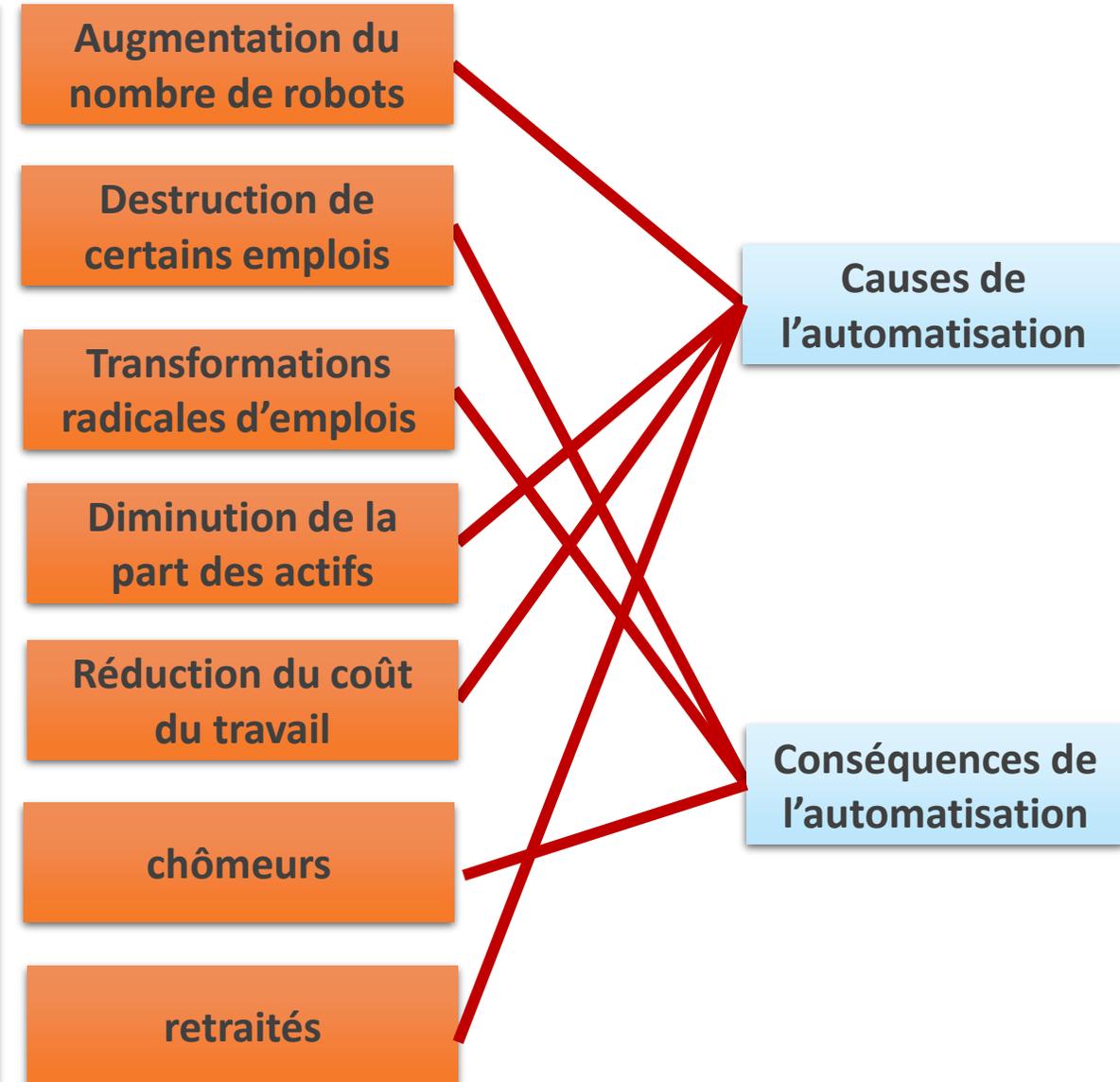
Bien sûr, les principaux secteurs d'emploi concernés sont ceux que l'OCDE définit comme « moyennement qualifiés », « dont la nature routinière rend assez facile la codification en une série d'instructions qu'une machine peut accomplir ». Autrement dit, les ouvriers qualifiés, opérateurs de machines, travailleurs sur des chaînes d'assemblage. [...]

La marche des robots semble impossible à arrêter : d'un peu plus de 200 000 dans le monde en 2014, le nombre annuel de nouveaux robots industriels devrait dépasser les 600 000 en 2021.

Les économies projetées sur le coût du travail d'ici à 2025 laissent miroiter aux entreprises des gains significatifs : 9 % en France, 21 % en Allemagne et jusqu'à 33 % en Corée du Sud. En outre, le mouvement général de vieillissement de la population dans les pays développés [...] favorise également l'automatisation des emplois, explique l'OCDE. La pénurie de main-d'œuvre consécutive à la diminution de la part des actifs au sein de la population laisse en effet le champ libre au remplacement de travailleurs humains par des robots.

Louis Nadau, Marianne.net, 25 avril 2019

■ Q13 : Reliez chacune des propositions ci-dessous :



Doc 10 : La robotisation, un effet ambigu sur l'emploi

L'utilisation de la robotique s'accélère dans l'industrie. Selon les derniers chiffres de la Fédération internationale de la robotique (IFR), le stock mondial de robots industriels a doublé au cours des dix dernières années. [...]

L'automatisation on a deux effets contradictoires sur l'emploi. D'une part, elle supprime des postes de travail. D'autre part, elle augmente la productivité du travail, ce qui incite à une augmentation de la production et donc de l'emploi. En augmentant le revenu généré dans ces entreprises, elle crée aussi une demande additionnelle, via la consommation ou l'investissement (y compris en robots), auprès d'autres entreprises et d'autres secteurs. Son effet net sur l'emploi est donc ambigu. Il est négatif si l'effet de déplacement de la main d'œuvre surpasse les effets de productivité et de revenu, et positif dans le cas contraire. Il en va de même pour les salaires.

François Bourguignon, Les échos, 18 octobre 2018

■ Q14 : Expliquez les conséquences de la robotisation sur la demande de travail.

La robotisation agit à la fois **négativement** sur la demande de travail (via des **suppressions de postes**, tâches répétitives, automatisables, à faible valeur ajoutées)

et **positivement** (via une **amélioration de la productivité, donc de la production, et donc de l'emploi** ou la création de nouveaux métiers plus « techniques » à forte valeur ajoutée).

3) Quels sont les déterminants de l'offre de travail ?

A) La taille de la population active

Doc 11 : Évolution de la population active française depuis 2008

	2008	2018
Nombre d'actifs (en milliers)	27 984	29 668
Part des femmes (en %)	47,5	48,1
Part des 15-24 ans (en %)	9,5	9,4
Part des 25-49 ans (en %)	65,4	61,1
Part des 50-64 ans (en %)	24,5	28,2
Part des 65 ans ou plus (en %)	0,6	1,3

$$\frac{(29\ 668 - 27\ 984)}{27\ 984} \times 100 = 6\%$$

27 984

Ou

$29\ 668 - 27\ 984 = 1\ 684$ milliers
Donc 6% ou 1 684 000 actifs en plus

$$48,1 - 47,5 = 0,6\%$$

Passe de XX% en 2008
à XX% en 2018

■ Q15 : Décrivez l'évolution de la population active française depuis 2008.

Depuis 2008, on observe une hausse légère et continue du nombre d'actifs, passant de 27 984 000 à 29 668 000, soit une hausse de 6% en 10 ans. (ou 1 684 000 actifs supplémentaires en 10 ans)

On observe une légère hausse de la part des femmes dans la population active (+0,6 points de pourcentage en 10 ans).

Enfin, une hausse de la part des séniors qui passe de 24,5% en 2008 à 28,2% en 2018 pour les 50-64 ans et de 0,6% à 1,3% pour les plus de 65 ans, au détriment de la part des 25-49 ans qui passe de 65,4% en 2008 à 61,1% en 2018)